- a) dans le cas de la Guyane, comprend tout revenu qui est traité comme une distribution en vertu de la législation fiscale de la Guyane;
- b) dans le cas du Canada, comprend tout revenu qui est traité comme un dividende en vertu de la législation fiscale du Canada.

ARTICLE XI

Intérêts

1. Les intérêts provenant de l'un des États contractants et payés à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'État contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet État, mais si la personne qui reçoit les intérêts en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder,

a) dans le cas du Canada, 15 pour cent, et

b) dans le cas de la Guyane, 25 pour cent

du montant brut des intérêts.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident de l'un des États contractants, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article VII ou de l'article XIV, suivant les cas, sont applicables.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts tirés de sources situées dans un État contractant sont exonérés d'impôt dans cet État s'ils sont détenus effectivement par le Gouvernement de l'autre État contractant ou par un organisme de cet autre État qui n'est pas assujéti à l'impôt sur le revenu dans cet autre État contractant.

5. Le terme «organisme» employé dans le présent article désigne tout agent ou entité établi ou constitué par le gouvernement de l'un des États contractants dans le but d'exercer des fonctions de caractère public.

6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est cet État lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'État où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède